Le repli des pays européens face aux flux migratoires

▶ En Belgique, les demandes d'asile explosent et cela va continuer. Mais Theo Francken se dit prêt face à ses responsabilités.

▶ Dans le reste de l'Europe, les Etats tirent à hue et à dia en dépit de l'accord obtenu lundi sur la répartition des demandeurs d'asile.

Theo Francken, le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration (N-VA), a présenté mercredi les chiffres liés à l'immigration du premier semestre 2015. Le secrétaire s'est félicité de plusieurs bons résultats, mais s'est aussi inquiété de chiffres plus nuancés.

La migration pour des raisons économiques tout d'abord. Par rapport à 2014, les chiffres sont plutôt stables. L'an dernier, 1.811 demandes ont été acceptées, elles sont tombées à 1.799 sur la même période de 2015. Le nombre de demandes est en revanche en légère augmentation.

Légère hausse en revanche pour la migration passive. Sur le regroupement familial, par exemple, les chiffres ont évolué. 6.555 dossiers ont été acceptés depuis janvier contre 5.248 sur la même période en 2014. Le nombre de demandes de régularisations pour des raisons humanitaires ou médicales a en revanche baissé. Selon le secrétaire d'Etat, ces baisses sont directement imputables au durcissement des règles. *« Le paiement d'un tarif allant de 160 à 215 euros n'a pas freiné ni fait obstruction aux demandes, il a seulement fait baisser le nombre de demandes multiples et donc d'abus du système »*, s'est-il félicité.

Mais le gros de la conférence de presse était consacré aux demandes d'asile. *« Le nombre de migrants à travers le monde a atteint les 60 millions. C'est dix de plus par rapport à l'an dernier. C'est un record depuis la Seconde Guerre mondiale. Et la situation est loin de s'améliorer. Le changement climatique, les conflits dans le Moyen-Orient contre l'Etat islamique, l'explosion démographique africaine. Il faut nous préparer à ce que le nombre de migrants augmente »*. Et de prendre un exemple concret. *« Rien qu'aujourd'hui* (NDLR mercredi), *nos bureaux ont reçu 400 dossiers, et seuls 275 ont pu être traités. Les autres devront revenir demain »*.

Sans surprise, les demandes viennent pour la plupart de Syrie, avec 1.219 demandeurs depuis janvier, d'Afghanistan (929), de Somalie (929) et d'Irak (904). *« La plupart des demandeurs viennent de pays en conflit dans lesquels la situation est très difficile »*. Près de la moitié de tous les demandeurs d'asiles provient de pays en guerre. Ce qui explique le taux record de statuts de protection, qui s'élève à 58,9 %. *« C'est la preuve que les demandeurs d'asile tombent bel et bien dans la définition de la convention de Genève »*. Au total, le nombre de demande d'asile est passé de 7.417 pour les six premiers mois de 2014 à 9.221 en 2015.

Des économies « irréalistes »

Ce « *boom* » n'est pas sans poser de problèmes. La Belgique compte pour l'heure quelques 16.200 places en centres ouverts. C'est relativement peu face aux afflux à venir. *« J'ai donné l'ordre d'ouvrir 2.200 places "tampons" pour répondre à cet afflux »*. 2.200 places *« tampons »* seront ouvertes d'ici septembre. Une trentaine a déjà été mise en place dans la ville de Bruxelles. *« Par ailleurs, j'ai demandé un renfort en personnel au CGRA. Il est important que toutes les procédures puissent rester courtes »*, ajoute le secrétaire d'Etat. *« Ces accords doivent encore passer par le conclave budgétaire fédéral qui a lieu en ce moment, pour dégager des moyens supplémentaires »*. Fin 2014, il avait été question de fermer un certain nombre de centres Fedasil, notamment ceux de Woluwe et du Petit Château, afin d'économiser 20 millions d'euros. Pour le secrétaire d'Etat, le contexte a évolué. Le taux d'occupation des centres est supérieur à 88 %. *« De nouveaux demandeurs vont arriver, il faudra les accueillir. Effectuer des économies en matière d'accueil n'est plus réaliste. Il faudra des places supplémentaires. Nous sommes même en discussion avec la défense pour éventuellement utiliser des casernes pour ouvrir des places d'urgence »*.

Autres chiffres notables : l'âge des demandeurs. Cette année, près d'un demandeur d'asile afghan sur trois se déclarait mineur d'âge. *« Peut-être certains mentent pour obtenir plus facilement le statut de protection. Toujours est-il que les mineurs non accompagnés sont de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes. Désormais, certains ont 13, 14 ou 15 ans et cela est très préoccupant »*. ■

THOMAS CASAVECCHIA

en Hongrie Des barbelés à lames de rasoir

REPORTAGE

SZEGED

ENVOYÉ SPÉCIAL

Les limousines noires filent à travers la steppe. Elles enveloppent les champs de tournesols de poussière et réveillent en sursaut les jeunes cigognes. Leur destination est une clairière au milieu d'acacias : la frontière serbo-hongroise. Pour empêcher les migrants de franchir la frontière, le gouvernement hongrois veut ériger ici une clôture de 175 km de long sur quatre mètres de haut.

Les limousines noires apportent des personnalités de la capitale. A 20 km de la ville de Szeged, le ministre de l'Intérieur Pinter, le ministre de la Défense Hende et le porte-parole du gouvernement Kovacs montrent à une centaine de journalistes les premiers mètres de la nouvelle enceinte.

La clôture sera construite assure Kovacs. *« Il n'y a pas de retour possible. »* Son discours est confirmé par le bruit des marteaux des travailleurs qui fixent le grillage au poteau d'aluminium. Ce que voient les journalistes, ce sont quatre échantillons test, dont un sera sélectionné dans les semaines à venir. Une des options vient des militaires : des fils barbelés « Otan », à lames de rasoir, enroulés côte à côte et empilés. Le parti d'opposition de gauche DK a adressé des plaintes à la Commission européenne, les lames acérées pouvant causer de graves blessures.

Mais le ministre de l'Intérieur insiste : aucune protestation n'est venue de Bruxelles.*« La Hongrie a dû gérer »*, affirme-t-il, les réfugiés constituant un lourd fardeau pour le pays. La construction doit s'achever le 30 novembre et pourrait coûter jusqu'à 22 milliards de forints (71,5 millions d'euros).

200.000 migrants d'ici la fin de l'année

Bien qu'elle n'existe pas encore, la clôture fait déjà effet : les migrants affluent comme jamais en Hongrie via la frontière verte. Depuis l'annonce de la construction de la clôture les policiers arrêtent chaque jour de 1000 à 1200 migrants. Au cours du premier trimestre 81.300 sont arrivés en Hongrie – presque le double de l'ensemble de l'année 2014. Ils pourraient être 200.000 d'ici la fin de l'année.

Quatre hommes marchent en sandales sur les étroites routes entre les villages. L'un d'eux porte un sac à dos, les autres non. Ils disent venir du Pakistan.*« La Hongrie ? »*, demandent-ils. Ils ne peuvent pas le croire. Puis ils voient le drapeau européen et le signe « H » sur les voitures et sourient soulagés. Ils demandent de l'eau et s'enquièrent du chemin vers la capitale. Un paysan qui habite à côté de la route leur donne une grande bouteille et indique le Nord. Le chemin sera long.

Ainsi va chaque jour, dit l'agriculteur. *« Parfois ils viennent à trois ou quatre, parfois 50, 60 en groupe, avec des vieux et de jeunes enfants. »* Il n'y a rien à craindre des migrants, seuls les déchets dérangent. *« Des bouteilles en plastique et des couches sales, ils laissent tout sur nos champs. »* Quand il pleut, ils dorment sous les bâches en plastiques des serres et écrasent les jeunes légumes. *« La clôture coûte beaucoup d'argent et pour nous, rien ne changera »*, croit le cultivateur Matyas Zemencsik.

Laszlo Toroczkai, le bourgmestre d'Asotthalom, un village près de Szeged, n'est pas de cet avis. Il affirme avoir suggéré voilà un an, dans les médias, la construction d'une clôture : *« Je suis content que le gouvernement se soit emparé de mon idée. »* Il y a 14 ans, Toroczkai, alors 23 ans, créait le groupe d'extrême droite 64 comitats (Hvim), qui souhaitait un retour de la Hongrie à ses anciennes frontières (la Grande Hongrie était composée de 64 entités administratives). Ses actions virulentes et violentes – notamment en 2006 contre la télévision hongroise – lui valurent d'écoper d'une interdiction de séjour dans trois pays voisins. En 2013, il est élu avec une large majorité bourgmestre de la petite commune. Aujourd'hui, il l'affirme, il n'exerce plus de fonction au sein de Hvim. Mais il soutient les actions du groupe, comme récemment à Budapest, où 500 extrémistes ont défilé dans la Gare de l'Est pour chasser les demandeurs d'asiles. Avec l'assistance des policiers qui procédaient à des contrôles d'identité des migrants.

Des miliciens armés

A Asoltthalom, le bourgmestre a mis sur pied ses propres forces de sécurité : 18 hommes dans une milice non-armée et trois « policiers de terrain » armés, qui ont des compétences semblables aux véritables policiers. *« La nuit passée, un groupe d'une centaine de migrants a passé la nuit dans un parc devant la maison communale*, raconte Toroczkai. *La milice les a déplacés et surveillés jusqu'à ce que la police les emmène. La coopération fonctionne bien. »*

Dans ces cas-là, la police amène les migrants dans l'ancienne maison d'arrêt Nagyfa, près de Szeged. Ils sont fouillés et enregistré et reçoivent un document d'identité provisoire qui leur garantit la gra-

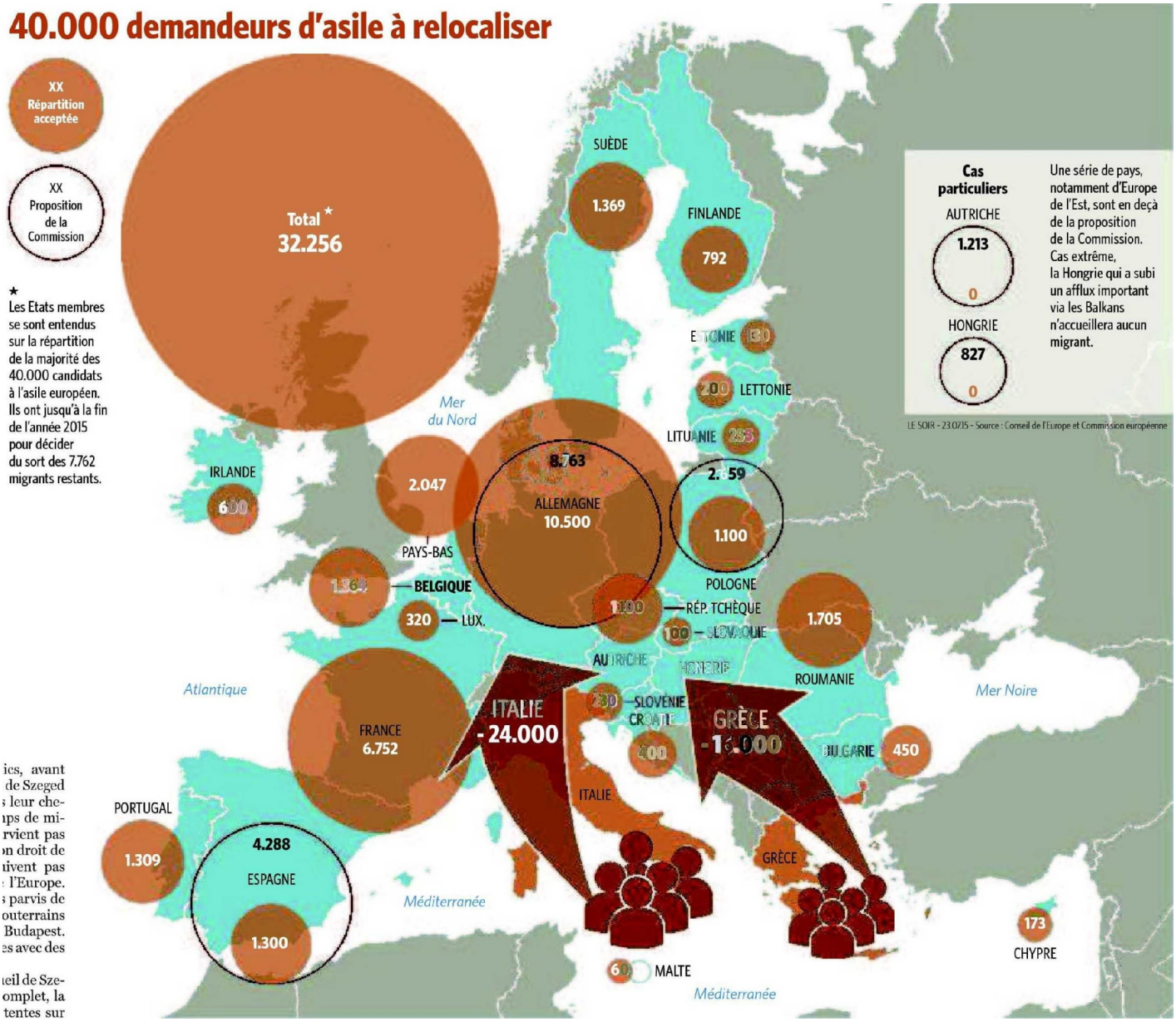
tuité des transports publics, avant d'être abandonnés à la gare de Szeged où ils doivent trouver seuls leur chemin vers l'un des trois camps de migrants du pays. Qui n'y parvient pas dans les deux jours, perd son droit de séjour. Et tous ne poursuivent pas leur voyage vers l'ouest de l'Europe. Beaucoup échouent sur des parvis de gares et dans des passages souterrains de villes comme Szeged ou Budapest. Parmi eux, aussi, des familles avec des enfants en bas âge.

Le centre de premier accueil de Szeged étant désespérément complet, la police a érigé un camp de tentes sur un parking à la frontière. Le camp est surveillé par la police, les migrants ne peuvent pas le quitter. Le gouvernement souhaite développer ce genre de camps provisoires au milieu de nulle part et ainsi bannir les demandeurs d'asile des villes. La population ne devrait pas *« être dérangée par la foule de migrants »*, comme l'explique Janos Lazar, le chef de cabinet du Premier ministre.

A Szeged, pourtant, les habitants n'ont pas l'air trop incommodés. Au contraire : de nombreux jeunes Hongrois vont à la gare pour aider. L'administration de la commune a fait construire un abri en bois où les migrants reçoivent de la nourriture d'associations et des conseils pour poursuivre leur voyage. Il y a aussi des toilettes et des sanitaires.

« Vite, vite, votre train va partir », crie un bénévole à un groupe de Pakistanais. Les jeunes hommes parlent à peine anglais et observent désemparés les instructions affichées. Atteindront-ils le camp ? En ont-ils seulement l'intention ? Dans l'Intercity vers Budapest, le dernier wagon leur est réservé. *« Nous ne voulons pas que les migrants se baladent dans le train »*, explique le contrôleur. La porte reliée à l'autre wagon est de ce fait scellée. ■

BERNHARD ODEHNAL
(TAGES ANZEIGER)



« solidarité volontaire » Le casse-tête

Aucune politique d'immigration nationale ne peut plus se concevoir sans un cadre et une politique européens : sur ce point au moins, tous les dirigeants des pays directement concernés par les flux migratoires sont d'accord, et la Belgique n'y fait pas exception. Pour ce qui est des décisions européennes elles-mêmes, par contre, on est encore loin du compte. On s'en est aperçu cette semaine. Les 28 ministres chargés de l'Immigration n'ont pas réussi à répartir entre eux le nombre promis de 40.000 candidats réfugiés arrivés en Grèce et en Italie, et que la Commission européenne avait voulu répartir d'autorité. Explications.

1 Les « offres » en relocalisations. Le Conseil européen (le sommet des 28 chefs d'Etat ou de gouvernement) avait retoqué en juin la proposition de « répartition obligatoire », tout en s'étant engagé à atteindre de manière volontaire le chiffre de 40.000 proposé par la Commission. Chacun des 26 Etats membres concernés (Royaume-Uni et Danemark ne participent pas à ces politiques communes) a donc « proposé » le nombre de demandeurs d'asile qu'il était prêt à accueillir. Au final, et sous l'effet de la diplomatie luxembourgeoise qui assure la présidence semestrielle des conseils des ministres de l'UE, c'est un total de 32.256 qui a été atteint, au lieu des 40.000.

Une réduction en proportion ? Aucunement : si un grand nombre d'Etats, dont la Belgique, a proposé d'accueillir les nombres de demandeurs d'asile qui leur avaient été attribués dans le calcul originel de la Commission, c'est une série de pays principalement d'Europe centrale et orientale qui est restée en deçà : les pays baltes, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie. (La République Tchèque, la Bulgarie et la Roumanie prennent quasiment leur part.) Cas extrême : la Hongrie, qui subit un afflux important via les Balkans, refuse d'en prendre un seul... (Elle a aussi refusé de prendre en charge des réfugiés déjà reconnus et en attente d'accueil dans des camps de transit en Afrique du Nord, alors que la Grèce et l'Italie, pourtant souffrant de l'afflux qu'on sait, ont accepté d'en prendre.)

2 Est-ce grave ? Les experts affirment que le nombre de 40.000 est déjà ridiculement bas, comparé aux besoins mais aussi aux capacités d'accueil de l'Union européenne. Le chiffre obtenu lundi de 32.256 paraît dès lors presque indigne. Mais les 28 ont réaffirmé leur intention d'atteindre l'objectif d'ici la fin de cette année. En soi, ce n'est pas un problème : le chiffre de 40.000 correspond aux demandeurs d'asile qui devront être relocalisés sur deux années, comptées à partir du 15 avril dernier. Le chiffre obtenu à ce jour suffit donc amplement à couvrir la première annee.

Si les 40.000 sont atteints d'ici la fin 2015, comme l'ont annoncé lundi tant le commissaire Avramopoulos en charge de l'Immigration que le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et de la Migration Jean Asselborn, il n'y aura plus de quoi hurler au scandale. Mais pour cela, il faudra que les pays de l'Est mauvais élèves, qui argumentent que la migration et la mixité raciale sont trop neuves chez eux pour accueillir trop vite de trop grands nombres de réfugiés, changent de mentalité en quelques mois. Ou alors, que des pays qui ont déjà pris leurs quotas, acceptent de compenser. Mais pourquoi le feraient-ils ?

3 Le vrai test de 2016 : un mécanisme permanent. Regrettant que le résultat ne fût pas atteint lundi, le commissaire Avramopoulos a toutefois annoncé pour la fin de l'année *« une proposition pour un système permanent destiné à traiter les urgences »*. Dans son entretien au *Soir* publié mercredi, Jean-Claude Juncker a d'ailleurs laissé entendre que *« ce sera là le vrai test »* : c'est-à-dire le test de la solidarité européenne, mais aussi celui de la capacité de la Commission à user efficacement de son pouvoir d'initiative pour mettre en œuvre des mécanismes communautaires, là où, comme le disait Asselborn lundi, *« la méthode volontaire a montré ses limites »*.

4 Les « hotspots » : condition sine qua non. Evoquée par le secrétaire d'Etat Francken, la mise en place des « hotspots » (littéralement « points chauds ») et d'une organisation plus poussée des retours a été cruciale pour arracher aux pays qui ont joué le jeu, leur accord à la répartition des demandeurs d'asile. En clair : les pays d'accueil veulent être sûrs que les migrants irréguliers sont identifiés et répertoriés dès leur arrivée en Italie ou Grèce, et qu'une première sélection immédiate permette de renvoyer au plus vite dans leur pays d'origine ceux qui n'ont aucune chance d'obtenir l'asile dans l'UE. (Et donc d'éviter qu'ils ne filent vers d'autres pays européens avant cela.) Et la prise d'empreinte dans ces « hotspots », qui était obligatoire mais plutôt négligée jusqu'ici, doit permettre, au cas où les migrants se seraient quand même « relocalisés eux-mêmes », puissent être renvoyés vers le pays d'entrée, en conformité avec le règlement dit de Dublin 2. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

l'expert « Cela traduit une panique des sociétés, même où il n'y a presque pas d'immigrés »

Aux quatre coins de l'Union européenne, une même question : quelle attitude adopter devant le flux de migrants qui arrivent en Europe ?

Selon Marco Martiniello, chercheur à l'ULg et directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations, les différents pays de l'UE optent pour des politiques *« de plus en plus restrictives, sécuritaires, basées sur la peur et le repli »*.

Rien que cette semaine-ci et la semaine dernière, plusieurs événements illustrent ce phénomène.

Le 13 juillet, la Hongrie a par exemple commencé à ériger une clôture de quatre mètres de haut à la frontière avec la Serbie (lire ci-dessus). L'objectif est de calmer les arrivées massives de migrants par la frontière sud du pays. Cette année, 77.600 migrants sont arrivés en Hongrie par la Serbie, après avoir remonté la route des Balkans.

Budapest a, par ailleurs, décidé de fermer ses camps de réfugiés situés en zone urbaine pour les déplacer hors des zones d'agglomération. Les camps provisoires, composés de tentes, seront près de la frontière avec la Serbie, *« de manière à ce que les habitants ne soient pas perturbés par les masses de réfugiés »*, a souligné la semaine dernière le chef de cabinet du premier ministre Viktor Orban.

En Allemagne, le gouvernement de Bavière a proposé mardi de rassembler des migrants irréguliers, qui viennent de pays « sûrs » seulement, dans des « camps de déportation » à la frontière avec l'Autriche. L'idée a fait un tollé...

La République Tchèque a annoncé dernièrement qu'elle ne voulait *« recevoir que les demandeurs d'asile provenant de pays où elle peut placer son personnel »*.

Et concernant le partage de la prise en charge des 60.000 demandeurs d'asile présentée ce lundi par la Commission européenne (lire ci-contre), la Hongrie, l'Autriche, la Slovaquie, la Slovénie, les Pays baltes et l'Espagne ont rouspété pour accueillir des réfugiés relocalisés.

Au sein de l'UE, la question migratoire échauffe, donc... *« Du nord au sud, d'est en ouest, la même approche des flux migratoires se dessine,* analyse Marco Martiniello. *Cette approche traduit une panique des sociétés européennes face aux flux migratoires et un repli de ces sociétés sur elles-mêmes. Cette européanisation de la panique empêche une européanisation positive des politiques d'immigration. »*

Le chercheur constate que les réticences nationales sur la question migratoire tendent à se généraliser. *« Elles se propagent même dans des pays où il n'y a*

presque pas d'immigration ! La Pologne, par exemple. Le taux d'immigrants y est très faible mais les sentiments anti-immigrés sont très forts. Les Pays baltes et les pays d'Europe de l'Est rechignent à participer aux efforts. Ces pays qui ont du mal à entrer dans une dynamique d'ouverture. Le nationalisme y est très fort, ce qui s'accommode très bien avec un refus de l'autre. Quant à l'Allemagne, c'était pendant longtemps le pays européen le plus ouvert aux demandes d'asile. Mais la situation a changé. J'ai été frappé par la proposition du gouvernement de Bavière. »

« L'immigré, ce concept fourre-tout »

« *C'est partout la même tendance,* poursuit le chercheur. *Ecoutez ce qui se dit en Angleterre sur les immigrés : les citoyens qui ne sont pas britanniques sont vus comme des suspects, des profiteurs, des voleurs d'emplois. J'étais en Italie la semaine dernière. J'ai été effaré par la violence des discours de Matteo Salvini, le leader de la Ligue du Nord : l'islamisation de l'Italie, tous les problèmes viennent des immigrés... C'est la preuve que l'immigré est devenu une catégorie fourre-tout. On y regroupe ceux qui fuient une guerre, les migrants économiques, les musulmans parfois ! Un Belge d'origine étrangère, de troisième génération, est perçu comme un immigré. On ne fait plus la différence entre de l'immigration économique et le respect du droit d'asile. Et cette confusion est parfois politiquement utilisée pour renforcer la peur.* »

Il conclut : « *L'immigration est une réalité. On peut faire ce que l'on veut, elle va continuer. Dans une économie globalisée comme la nôtre, l'immigration est structurelle. C'est un phénomène ni belge, ni européen. C'est un phénomène global. La question est donc de savoir comment positiver l'immigration ; comment sortir de la peur et du repli.* » ■

CATHERINE JOIE